

## TIZI-OUZOU

# Un tiers des logements antérieurs à 2000 non livrés à ce jour

Plus d'un tiers des programmes de logements sociaux locatifs alloués à la wilaya de Tizi-Ouzou entre les années 1997 et 2003 ne sont pas encore livrés à ce jour, 1 590, dont 1 043 antérieurs à l'année 2000 et 547 datant des années 2001 à 2003, sont toujours en cours de réalisation sur un programme total de 5 202 d'après un bilan présenté lundi 14 janvier 2007 au conseil exécutif.

S'agissant du programme quinquennal 2005/2009, l'écart est encore plus grand si l'on totalise les logements non lancés, 1 450, et ceux en situation d'arrêt de travaux, 298. Le total de logements réceptionnés au cours des trois premières années de ce quinquennal est de 300 suivant l'état annuel figurant dans le détail et non de 250 comme indiqué dans le bilan, alors que l'on affiche 1 402 en cours de réalisation.

Au volet logements sociaux participatifs, l'on indique un programme de 8 042 logements tous programmes confondus (PEC

2004, PEC reconversion, quinquennal, DGSN, enseignement supérieur et FNPOS), 1 407 de ce total sont achevés avec ou sans VRD sur 3 228 inscrits, soit moins de 50%, reste que sur les 6 635, 3 786 en cours, 2 534 non lancés, 315 encore à l'arrêt. Sur le social locatif OPGI, sur 5 202 unités s'étalant sur 7 ans, de 1997 à 2003, il reste en cours de réalisation 1 590 unités.

Au chapitre du logement rural, la wilaya, qui a bénéficié de 20 050 aides sur 31 220 demandes enregistrées à la CNL et à la Dlep, a signé 20 113

décisions transmises à la CNL. Sur 26 432 dossiers admis, plus de 1/5 de plus par rapport au chiffre accordé et un nombre presque équivalent en moins que les demandes formulées par les citoyens. On relève dans ce domaine, selon les statistiques de la direction concernée, 15 525 opérations qui ont connu un lancement sur le terrain, ce qui est particulièrement significatif au regard des autres programmes et compte tenu, également, des difficultés qu'affrontent les bénéficiaires avec l'administration. Les meilleurs taux de livraison sont à mettre à l'actif des daïras de Ouaguenoun, 47,65%, de Drâa-El Mizan et de Makouda avec respectivement 25%, 11% et 25,08% tandis que les daïras d'Azeffoun, 7,14 %, de Beni-Yenni, 7,79%, et de Beni-Douala, 7,96%, sont à la traîne derrière celle de

Ouadhias, 8,55%. Hormis ces quatre lanternes rouges, toutes les autres daïras accusent des taux supérieurs à 10%.

Avec 15,42%, la moyenne de wilaya demeure toutefois assez faible, reflétant objectivement le très grand nombre d'aides qui sont au niveau de la première ou de la seconde tranche, soit respectivement 10 662 et 6 620. Le passage de l'une à l'autre des trois tranches imposées en matière de débit des crédits est semé d'obstacles réglementaires et bureaucratiques pas du tout facile à franchir. Les 1 000 aides allouées dans le cadre du séisme de mai 2003 sont achevées dans une large proportion à 926. Il reste, cependant, 56 non lancées et 18 en cours de réalisation. 459 aides non lancées sur 1 100 de la même année 2003 ont été affectées sur Ouaguenoun,

Makouda et Ouacifs sans autres indication, 320 achevées et 321 en cours de réalisation. Les opérations d'aménagement et d'extension dans le cadre du même chapitre sont également largement achevées, il ne reste que 27 en cours de réalisation et tout de même 45 non lancées. S'agissant enfin des programmes spéciaux toujours dans le même chapitre, 237 sur 357 ne sont pas encore achevées, 151 en cours de réalisation et 86 non lancées. Comme on peut le constater, à travers les données ci-dessus, le secteur de l'habitat est à la traîne, puisque les chantiers remontent à dix ans, signe des difficultés d'exécution des programmes dues à l'absence d'assiettes foncières, à la faiblesse, si ce n'est l'absence, de moyens de réalisation et à la configuration du terrain.

B. T.

## BOUIRA

## Encore une grève au centre universitaire

Les étudiants des lettres arabes du centre universitaire de Bouira sont entrés en grève illimitée à partir de ce lundi, apprend-on auprès des deux syndicats, l'Union des étudiants libres (Ugel) et l'alliance républicaine des étudiants (Aren), initiateurs de cette action.

D'après un communiqué rendu public ce lundi, les deux syndicats qui parlent d'une réusite totale de cette grève imputent la responsabilité de ce débrayage illimité à la direction qui n'a pas tenu ses promesses quant à l'amélioration des conditions socio-pédagogiques

maintes fois dénoncées par les étudiants. En effet, d'après les deux syndicats, il y a d'abord la promesse non tenue du transfert du département lettres arabes vers le nouveau centre universitaire alors que la direction avait promis de le faire au mois de novembre dernier. Ensuite, le

manque de chauffage au niveau des résidences universitaires et les coupures de courant électrique, notamment au niveau de la résidence 2000-Logements ainsi que le retard mis dans les réfections au niveau de la résidence 140-Logements.

Aussi, après avoir énuméré ces problèmes, les deux syndicats annoncent une grève illimitée et appellent les responsables à prendre les mesures nécessaires pour régler au plus vite

ces problèmes. Rappelons que le 12 novembre dernier, lors d'un mouvement de protestation initié par l'UGEL pour plusieurs raisons dont celle du transfert du département de lettres arabes vers le nouveau centre universitaire, le directeur des études avait déclaré que cette question sera réglée au courant de la semaine. Plus de deux mois sont passés depuis et le département de lettres arabes n'est toujours pas transféré.

Y. Y.

## BLIDA

## Les taxieurs clandestins envahissent la localité de Trab-Lahmar

Des habitants de la localité de Trab-Lahmar, commune de Bouarfa, sur les piémonts de la ville de Blida, se sont déplacés à notre bureau régional pour dénoncer le désordre et l'anarchie que causent journalièrement les taxieurs clandestins qui ont envahi les lieux en quête de clientèle, sachant que cette partie de la ville n'est pas desservie en transport public.

Parfois quelque 35 véhicules stationnent d'une manière anarchique à l'entrée du quartier et leurs chauffeurs agressent verbalement, nous disent les riverains, les passants notamment les femmes.

Ce navrant comportement des chauffeurs a fait réagir les habitants de Trab Lahmar qui se sont organisés en association

pour porter leur voix à qui de droit et dénoncer ces taxieurs illégaux dont la présence sur les lieux est plus «nuisible que bénéfique».

Nombreux sont les chefs de famille qui ont été obligés, nous font part les plaignants, d'interdire à leurs filles et plus particulièrement aux adolescentes d'aller au collège

ou au lycée. «J'ai dû arrêter ma fille du CEM, car à chaque passage devant ces clandestins, elle fait l'objet de tentatives de séduction et de drague à la limite de l'obscénité. Je suis conscient que mon acte aura des répercussions négatives sur l'avenir de ma fille, mais à aucun moment je ne donnerai ma progéniture comme proie à une bande de dévoyés», nous dit un habitant du quartier de Trab Lahmar qui a décidé de déposer une plainte contre ces «taxieurs».

Cependant, les habitants de cette localité sont unanimes à dire que ce ne sont pas tous les taxieurs

clandestins de Trab Lahmar qui agressent les passants. «Il y a des chauffeurs qui sont très corrects et ne sont là que pour gagner leur pain», intervient un citoyen.

Sur place, nous avons constaté un état des lieux des plus déplorables. Prenant place en face de la berge de l'oued Sidi El-Kebr, ces chauffeurs se prennent pour les maîtres des lieux. Ici, personne n'ose leur dire quoi que ce soit et gare à celui qui se met en travers de leur chemin. Il faut dire que la localité de Trab Lahmar leur appartient et les prix qu'ils proposent à la clientèle dépassent tout entende-

ment. Ceci est justifié par la difficulté du parcours et surtout l'absence de transport public.

En effet, pour arriver à leurs demeures, les habitants doivent grimper une côte de plusieurs kilomètres. Et comme ils n'ont pas le choix, ils sont obligés de recourir à ces clandestins et payer rubis sur l'ongle le trajet Trab Lahmar-Baba Moussa ou le chemin inverse.

En attendant que les autorités décident de mettre le holà à cette situation, les habitants de Trab Lahmar continueront à endurer ces taxieurs clandestins.

M. B.

## BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

## Un court-circuit provoque l'évacuation d'un bâtiment

Les habitants du bloc 2, exclusivement réservé aux enseignants, dans la cité de la «route d'Alger», en face du nouveau siège de la wilaya, se sont réveillés, racontent-ils, sur le crépitement des étincelles d'un fort court-circuit dans la cage d'escalier, rapidement transformées en petites flammes qui ont eu raison pratiquement de tous les compteurs, sous l'effet de l'eau qui coulait de partout, ce qui a généré un mouvement de panique chez les locataires.

Heureusement que l'appel de détresse a été rapidement intercepté par l'équipe technique de la Sonelgaz, qui s'est aussitôt déplacée sur les lieux. Après avoir coupé le courant, elle est passée à la détection de la panne. Selon un jeune cadre de la Sonelgaz, «l'incident technique est dû essentiellement à l'eau qui s'était infiltrée depuis la colonne montante, et sans doute à la négligence des habitants». Selon notre interlocuteur, «la Sonelgaz a entièrement pris en charge l'opération relative aux réparations et à l'équipement en nouveaux compteurs».

Saâdène Ammara

## SIG Mandat de dépôt pour un dealer

Agissant sur information, les éléments de la BMPJ de Sig ont tenté de neutraliser deux individus vendredi dernier au lotissement 6 de Sig soupçonnés d'être en possession de kif. L. S. sera arrêté alors que le deuxième se débarrassera d'une quantité de 200 g de kif et tentera de s'enfuir, selon notre source, mais sera rattrapé. Présentés dimanche dernier au parquet de la même ville, L. S. fera l'objet d'une citation directe alors que B. M. sera placé sous mandat de dépôt. Ils envisageaient de commercialiser le produit à Bou Henni.

M. Meddeber